

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Appel d'Offre Ouvert
Marché de services
Marché n°MBFC2024-1

Objet du marché :

**Transport de colis pour le groupement régional constitué par
les Caisses Primaires d'Assurance Maladie de Bourgogne
Franche Comté**

Date limite de remise des offres :

Le jeudi 20 mars 2025 à 10h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE 2 : DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES.....	5
ARTICLE 4 : LES MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDES	5
ARTICLE 5 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	6
ARTICLE 6 : PRIX	6
ARTICLE 7 : REGLES DE SECURITE.....	7
ARTICLE 8 : RESPONSABILITES ET ASSURANCES.....	8
ARTICLE 9 : LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	8
ARTICLE 10 : REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE.....	8
ARTICLE 11 : MODALITES DE REGLEMENT	9
ARTICLE 12 : CESSION / NANTISSEMENT	10
ARTICLE 13 : CLAUSES D'EXECUTION FINANCIERE	11
ARTICLE 14 : PENALITES	11
ARTICLE 15 : SOUS-TRAITANCE	12
ARTICLE 16 : CLAUSE DE CONFIDENTIALITE	12
ARTICLE 17 : SECURITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	13
ARTICLE 18 : MODIFICATION DU MARCHE	16
ARTICLE 19 : RESILIATION.....	17
ARTICLE 20 : VOIE DE RECOURS	17
ARTICLE 21 : SUBSTITUTION DU TITULAIRE EN CAS DE DEFAILLANCE.....	17
ARTICLE 22 : DEROGATION AU CCAG	17

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet le **transport de colis** pour le groupement régional constitué par les Caisses Primaires d'Assurance Maladie de la région Bourgogne Franche Comté.

1.2 Groupement de commandes

Conformément à l'article L2113-6 du Code de la Commande Publique, le présent marché fait l'objet d'un groupement de commandes composé de :

- Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Yonne ;
- Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Côte d'or ;
- Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Saône-et-Loire ;
- Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Nièvre ;
- Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Jura ;
- Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Doubs ;
- Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Haute Saône ;
- Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Territoire de Belfort ;

1.3 Parties contractantes

Les parties contractantes de l'accord-cadre sont :

- D'une part : La Caisse primaire d'assurance maladie de Saône-et-Loire, sis 113 rue de Paris à Mâcon en tant que coordonnateur du groupement de commandes des organismes précités et désignée dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) par l'expression « coordonnateur ».
- D'autre part : L'entreprise titulaire de l'accord-cadre désignée dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) par l'expression « titulaire ».

Le coordonnateur a reçu compétence pour gérer la procédure, signer et notifier le marché. Chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution de la part de marché qui lui revient et de son paiement.

1.4 Cadre juridique

La présente consultation est lancée sous la forme d'un appel d'offre ouvert conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité Sociale et des articles L2124-2 et R2124-2 1°) du Code de la Commande Publique.

Le présent marché est conclu sous la forme d'un (1) accord-cadre **mono-attributaire à bon de commande**.

Conformément aux dispositions de l'article R2162-4 du Code de la Commande Publique, il est conclu sans minimum et avec un maximum exprimé sur la durée totale du marché de 375 000 € HT.

Le montant estimatif de l'accord-cadre sur quatre (4) années est de 275 000 € HT. Ce montant est estimatif et non contractuel, aucune indemnisation ne pourra être demandée par le titulaire en cas de surestimation.

1.5 Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un contrat de services.

1.6 Allotissement

Conformément à l'article L2113-11 du Code de la Commande Publique, le marché n'est pas alloti, car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.7 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

- Variantes :

Les variantes sont interdites.

- Prestations supplémentaires éventuelles :

Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles.

1.8 Tranche ferme et tranches optionnelles

Le présent marché est décomposé **en six (6) tranches** :

- **Une (1) tranche ferme** : Les prestations seront réalisées pour les trois (3) organismes suivants : Caisse primaire d'assurance maladie de Côte d'Or, Caisse primaire d'assurance maladie du Jura et Caisse primaire d'assurance maladie de Saône-et-Loire. Les prestations objet du présent marché débiteront dès que les organismes préalablement cités ne seront plus liés contractuellement avec leurs prestataires actuels. Les dates de début de prestation sont indiquées à l'article 2 du présent CCAP.
- **Cinq (5) tranches optionnelles** : Sous réserve d'affermissement des tranches, les prestations objets du présent marché seront réalisées. Chaque tranche est indépendante l'une de l'autre et il n'existe aucune chronologie entre elles.

Numéro de la tranche optionnelle	Organisme concerné	En cas d'affermissement, celle-ci interviendra au plus tard au mois de
1	Cpam de l'Yonne	Février 2026
2	Cpam du Territoire de Belfort	Février 2026
3	Cpam du Doubs	Février 2026
4	Cpam de Haute-Saône	Mars 2026
5	Cpam de la Nièvre	Janvier 2027

Cet affermissement devra être effectué au minimum **trente (30) jours ouvrés** avant le début d'exécution des prestations.

Les tranches seront affermies par ordre de service transmis par le coordonnateur.

L'ordre de service indiquera notamment la date de début de la prestation.

En cas d'absence d'affermissement d'une, de plusieurs ou de la totalité des tranches optionnelles, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

1.9 Lieux d'exécution

Les lieux d'exécution des prestations objet du présent marché sont la région Bourgogne Franche Comté et la France Métropolitaine.

Le titulaire s'engage à acheminer des colis au départ des différents sites des organismes membres du groupement de commande à des destinations en Bourgogne Franche Comté ou en France Métropolitaine.

La plupart des colis seront à distribuer en intra départemental.

ARTICLE 2 : DUREE DU MARCHÉ

L'accord cadre est conclu pour une période ferme d'un (1) an à compter du 16 septembre 2025.

Il pourra être reconduit trois (3) fois par périodes d'un (1) an et par tacite reconduction.

La durée totale du marché ne pourra excéder une période de quatre (4) ans soit le 15 septembre 2029.

Dans le cas de la non reconduction, le coordonnateur notifie sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard trois (3) mois avant l'expiration de chaque échéance. Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard quinze (15) jours suivant la fin de l'accord-cadre.

Le titulaire ne pourra refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non reconduction.

La date de début des prestations est différente selon les organismes.

Pour la tranche ferme, le début des prestations pour chaque organisme aura lieu à compter des dates suivantes :

- Cnam de Côte d'Or : 16 septembre 2025
- Cnam du Jura : 1^{er} octobre 2025
- Cnam de Saône-et-Loire : 1^{er} avril 2027

ARTICLE 3 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes ; elles prévalent les unes par rapport aux autres en fonction de leur ordre et en cas de contradiction entre elles :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement ;
- L'annexe 1 à l'acte d'engagement, le bordereau de prix unitaire (BPU) ;
- L'annexe 2 à l'acte d'engagement, le cadre de réponse ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Règlement de Consultation (RC) ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs à la notification du marché.

Pièces générales, non jointe car réputées connues du titulaire :

- Le Code de la Commande Publique ;
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures et des services ;
- L'ensemble des normes françaises, décrets et textes en vigueur à la date de la consultation et concernant les prestations objet de la consultation ;
- Toutes dispositions réglementaires ou législatives, nationales ou européennes en vigueur au jour de l'exécution de la prestation.

Aucune condition spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au marché sans accord préalable et expresse du coordonnateur.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché. Elles sont réputées être connues des parties en présence et peuvent éventuellement être téléchargées sur : <http://www.legifrance.gouv.fr>.

Cette liste n'est pas limitative, le titulaire devant se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du marché.

Les conditions générales de vente du titulaire éventuellement jointes à l'offre ne se substituent en aucun cas aux conditions contractuelles du présent accord-cadre qui seules font foi.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature par le candidat du présent marché.

ARTICLE 4 : LES MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDES

Chaque organisme émettra auprès du titulaire de l'accord-cadre, au fur et à mesure de ses besoins des bons de commandes par référence au bordereau de prix unitaire (BPU) de l'accord-cadre.

Les bons de commandes sont émis par les organismes membres du groupement de commande. A ce titre, le titulaire devra proposer une solution dématérialisée permettant notamment la saisie des bons de commande, conformément à l'article 2 du CCTP.

Les bons de commandes peuvent être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre et doivent être exécutés jusqu'à leur terme qui ne peut excéder de plus de quinze (15) jours la date de fin de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

La prise en compte du développement durable est une préoccupation des organismes membres du groupement de commande. A ce titre, le titulaire est tenu d'adopter un comportement responsable à l'égard de l'environnement et doit, dans la mesure du possible, réaliser les prestations du présent marché en limitant les impacts écologiques néfastes. Les attentes dans le cadre de ce marché sont précisées à l'article 3 du CCTP.

ARTICLE 6 : PRIX

6.1 Forme et contenu des prix

Les prix de l'accord cadre sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans le bordereau de prix unitaire (BPU). Le taux de TVA en vigueur est celui à la date du fait générateur. Le titulaire du marché ne pourra, sous aucun prétexte et en aucun cas, revenir sur le prix qui a servi de base à son engagement.

Les prix indiqués dans le bordereau de prix unitaire (BPU) comprennent l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution de ses prestations. Ils incluent notamment toutes les dépenses de manutention, de main d'œuvre, de transport, de matériel, de fournitures, tous les frais généraux, charges sociales, fiscales ou parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Le prix du marché ne peut comporter aucun supplément.

Aucun supplément ne sera accordé au motif d'une erreur éventuelle dans les éléments indiqués dans l'offre du candidat.

Il est précisé aux candidats que les prix sont fixés en fonction du poids, de la destination et du délai de livraison des colis, conformément aux indications présentes dans le bordereau de prix unitaire.

6.2 Modalités de variation des prix

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires.

En application des articles R2112-8 et R2112-13 du Code de la Commande Publique, les prix sont révisibles.

Le prix (P) sera révisé annuellement, à compter d'un (1) an après la date d'effet du marché (16 septembre 2025), soit le 16 septembre 2026.

Les prix seront révisés par application de la formule de révision suivante :

$$P = P_0 \times ((0,70 \times (ICT / ICT_0)) + (0,30 \times (IPCH/IPCH_0)))$$

P = prix révisé ;

P₀ = prix initial fixé dans l'offre du titulaire ;

ICT-IME₀ = valeur de l'indice INSEE Identifiant **010762008** (Indice du coût du travail, coût horaire, transport et entreposage) – trimestre précédant la date limite de réception des offres, soit le 4^e trimestre 2024 ;

ICT-IME = valeur de l'indice INSEE Identifiant **010762008** (Indice du coût du travail, coût horaire, transport et entreposage) – trimestre précédent connu à la date de révision ;

IPCH₀ = valeur de l'indice INSEE Identifiant **001763219** (indice des prix à la consommation harmonisée – Ensemble des ménages – Services de transport divers) – Mois de la date limite de réception des offres, soit mars 2025.

IPCH = valeur de l'indice INSEE Identifiant **001763219** (indice des prix à la consommation harmonisée – Ensemble des ménages – Services de transport divers) – Du mois précédant connu à la date de révision.

Si les indices venaient à disparaître, ou si la loi interdisait de les utiliser pour quelque raison que ce soit, ou s'il s'avérait que leur utilisation n'était plus appropriée, les parties se rapprocheraient et choisiraient ensemble de nouveaux indices permettant de calculer les revalorisations.

Les prix seront révisés à la hausse comme à la baisse en fonction de la variation des indices.

Le titulaire est tenu de transmettre au coordonnateur, les tarifs des prestations révisés accompagnés des documents officiels qui justifient la variation de prix par mail. Le titulaire devra impérativement produire le détail du calcul de la révision de prix annuelle à l'appui de leur facturation. Ces informations seront à transmettre à l'adresse mail suivante : achats_marches.cpam-saone-et-loire@assurance-maladie.fr au moins quinze (15) jours avant l'application des nouveaux tarifs (soit le 1^{er} septembre de chaque année).

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

6.3 Clause butoir

L'évolution des prix ne saurait en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 3 % par an des prix hors TVA des prestations indiquées dans le bordereau de prix unitaire.

En cas d'une hausse supérieure au pourcentage prévu à la clause butoir, le prix de règlement sera celui établi à partir du pourcentage prévu dans la présente clause butoir.

6.4 Clause de sauvegarde

Le présent contrat est conclu en tenant compte d'une hausse annuelle maximum de 3 % des prix du bordereau de prix unitaire.

Si le seuil de 3 % était franchi, l'organisme se réserve le droit de résilier unilatéralement le présent contrat sans que le titulaire puisse prévaloir d'une quelconque indemnisation concernant la partie du marché restant à effectuer.

6.5 Clause spécifique à la surcharge carburant

Conformément à la loi n°2006-10 du 5 janvier 2006 relative à la sécurité et au développement des transports et à l'article L3222-2 du Code des transports, le prix du transport pourra être révisé mensuellement de plein droit en appliquant aux charges de produits énergétiques la variation des indices de ces produits publiés par le Comité national routier ou, par défaut, de l'indice relatif au gazole publié par ce comité, sur la période allant de la date du contrat à la date de réalisation de l'opération de transport.

Le titulaire fera apparaître en pied de page de chaque facture les éléments suivants :

- La formule de calcul de la surcharge carburant ;
- Le ou les indice(s) CNR choisi(s) pour calculer cette surcharge carburant ;
- Les valeurs de l'indice (valeur de référence et valeur du mois considéré) ;
- Le montant final de la surcharge carburant facturé par le titulaire.

Toute facture ne faisant pas apparaître ces mentions pourra être refusée par l'organisme.

ARTICLE 7 : REGLES DE SECURITE

7.1 Généralités

Le titulaire s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines ne soit pas dégradé lors de ses interventions.

Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire de manipuler, pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux.

Le titulaire fait respecter auprès de son personnel :

- o les règles de sécurité du travail, tant générales que particulières ;
- o les règlements intérieurs et sécurités propres aux différents sites.

Le titulaire mettra notamment à disposition de son personnel les équipements de protection individuels (EPI) nécessaires à leur sécurité.

7.2 Signalisation

Chaque fois que cela sera nécessaire, le titulaire devra, à ses frais et, après approbation par l'organisme, placer les barrages ou déviations, poser les écriteaux et prendre toutes les dispositions pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers et le personnel de l'organisme de la présence de zones interdites.

En cas de carence du titulaire ou en cas de danger, l'organisme se réserve le droit de prendre toute mesure utile aux frais du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sans que cette action puisse dégager la responsabilité du titulaire en cas d'accident.

7.3 Livret du prestataire

Pour chaque personnel susceptible d'intervenir et ses éventuels sous-traitants, le titulaire signera et fera signer un exemplaire du livret du prestataire, un par organisme, reprenant les consignes de sécurité.

Celui-ci sera transmis par chaque organisme après l'attribution du marché. Le titulaire le complètera au début du marché puis à chaque changement de personnel.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITES ET ASSURANCES

8.1 Responsabilités

Le titulaire est responsable des dommages causés directement ou indirectement à l'occasion de l'exécution du marché :

- à son personnel, au personnel de l'organisme ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'organisme ou à des tiers ;
- aux fichiers exploités.

8.2 Assurances

Le titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'accord-cadre l'assurance en cause et à avertir immédiatement le coordonnateur de toute difficulté qui pourrait survenir. Le titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Par ailleurs, le titulaire devra justifier du paiement régulier des primes d'assurances pendant l'exécution de l'accord-cadre.

Le candidat devra remettre une copie de l'attestation d'assurance à l'organisme dans son dossier de candidature.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du titulaire.

ARTICLE 9 : LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Conformément à l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration du droit, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L 8221-5 du Code du travail, des pénalités lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du Code du travail.

L'organisme informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5 du Code du travail, enjoindra aussitôt le titulaire de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à l'organisme la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

L'organisme transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le titulaire ou l'informerait d'une absence de réponse.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par l'organisme, ce dernier en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par l'accord-cadre ou résilier celui-ci sans indemnité, aux frais risques du titulaire.

ARTICLE 10 : REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE

Tout au long de la durée du marché, et sur simple demande du coordonnateur, le titulaire remettra les documents suivants :

- Attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF, sous quinze (15) jours calendaires ;
- Attestation fiscale, sous quinze (15) jours calendaires.

ARTICLE 11 : MODALITES DE REGLEMENT

11.1 Contenu et transmission des factures

Les factures seront établies mensuellement et adressées aux organismes bénéficiaires de la prestation de transport de colis.

En application des dispositions de l'article L2192-3 du Code de la Commande Publique, le titulaire est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article. **L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>**

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, chaque organisme informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à ré-adresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'organisme en tant que destinataire de la facture :

Organisme	Numéro de SIRET
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Yonne	778 649 491 00017
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Côte d'Or	778 213 314 00132
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Saône-et-Loire	778 600 114 00012
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Nièvre	778 477 703 00012
Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Jura	778 396 390 00065
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Haute-Saône	778 542 829 00024
Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Territoire de Belfort	775 718 661 00033
Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Doubs	515 223 345 00012 (Code 215LOG)

- Le numéro d'engagement qui correspond au numéro du bon de commande.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter:

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/> ;
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Dans le cas où, l'usage de Chorus Pro ne serait pas possible, le titulaire devra transmettre la facture par mail aux adresses suivantes :

Organisme	Adresse mail
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Yonne	factures.cpam-yonne@assurance-maladie.fr
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Côte d'Or	pole.budget-copernic.cpam-cote-or@assurance-maladie.fr
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Saône-et-Loire	facturation.logistique.cpam-macon@assurance-maladie.fr
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Nièvre	gestion.cpam-nievre@assurance-maladie.fr
Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Jura	Service.Logistique.cpam-jura@assurance-maladie.fr
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Haute-Saône	logistique.cpam-haute-saone@assurance-maladie.fr
Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Territoire de Belfort	adgen.cpam-territoire-de-belfort@assurance-maladie.fr
Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Doubs	logistique.cpam-doubs@assurance-maladie.fr

Mentions devant figurer sur les factures papiers ou électroniques

Les factures devront comporter à minima, en application de l'article D2192-2 du Code de la Commande Publique, les indications suivantes, conformes au marché :

- nom et adresse du titulaire ;
- le numéro de facture ;
- la date d'émission de la facture ;

- nom et adresse de l'organisme débiteur ;
- le numéro du bon de commande s'il y a lieu ;
- le numéro du présent marché ;
- le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article ;
- la description des prestations effectuées ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant HT et TTC de la surcharge carburant, conformément aux dispositions de l'article 6.5 du présent CCAP.
- le prix unitaire hors TVA des prestations ;
- le montant total HT des prestations ;
- le montant total TVA des prestations ;
- le montant total TTC des prestations.

Les factures ne sont adressées par le titulaire qu'après exécution des prestations.

Organisme	Adresse devant être indiquée sur les factures
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Yonne	1 et 3 rue du Moulin 89000 Auxerre
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Côte d'Or	1 D boulevard de Champagne 21000 Dijon
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Saône-et-Loire	113 rue de Paris 71022 Mâcon cedex 9
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Nièvre	50 rue Paul Vaillant Couturier Service gestion 58000 Nevers
Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Jura	8 rue des Lilas 39000 Lons le Saunier
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Haute-Saône	9 boulevard des Alliés BP 439 70020 Vesoul
Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Territoire de Belfort	12 rue du Général Strolz 90021 Cedex
Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Doubs	2 rue Denis Papin 25000 Besançon

11.2 Délai de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique, le délai global de paiement est de trente (30) jours à compter de la réception de chaque facture.

Les paiements auront lieu par virement bancaire ou postal au compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant

L'unité monétaire retenue est l'Euro.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par l'organisme en application du présent marché donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du titulaire : les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la TVA.
- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus à l'article D.2192-35 du Code de la Commande Publique. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 12 : CESSION / NANTISSEMENT

Les créances nées ou à naître dans le cadre du marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la Commande Publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R2191-62 du Code de la Commande Publique est le Directeur comptable et financier de chaque organisme bénéficiaire ou son représentant habilité.

ARTICLE 13 : CLAUSES D'EXECUTION FINANCIERE

13.1 Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

13.2 Avance

En application de l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique, une avance forfaitaire doit être accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50.000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire portée par le candidat. Le présent marché est exécuté au moyen de bons de commandes et ne comporte pas de minimum. Aussi, l'avance forfaitaire sera accordée pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution dépassant les deux mois.

En application de l'article R2191-7 du Code de la Commande Publique, le montant de l'avance forfaitaire est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises si la durée de ce dernier est inférieure ou égale à 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance forfaitaire est égale à 5 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 20%.

13.3 Acomptes

Le versement des acomptes sera effectué sur demande du titulaire conformément aux dispositions des articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la Commande Publique et des articles 11.2 et 11.5.2 du CCAG FCS, sous réserve que le titulaire du marché justifie de la valeur des prestations réalisées donnant droit à acompte.

ARTICLE 14 : PENALITES

Les pénalités seront applicables dès le premier euro et sont déductibles du montant hors taxe de la facture. Elles sont cumulables. Elles sont appliquées sans mise en demeure préalable.

L'organisme adressera par mail avec accusé de réception les anomalies relevées dans l'exécution des prestations et le montant de la pénalité sera ensuite déduit du montant de la facture adressée par le titulaire. Le titulaire pourra faire part de ses observations à l'organisme dans un délai de sept (7) jours ouvrables à compter de l'envoi du présent mail. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, elles seront dues dans les cas suivants :

Motif de la pénalité	Montant de la pénalité
Perte ou vol d'un colis	50 € HT par colis
Retard dans la prise en charge des colis	Par jour ouvré de retard et par colis : 5 € HT
Retard de livraison	20 € HT par colis et par jour ouvré de retard
Non-respect du délai d'intervention pour la maintenance de l'outil prévu par l'article 2.1.6 du CCTP	20 € HT par jour de retard
Non-respect des horaires de retrait des colis	20 € HT par constatation
Colis livré endommagé chez un destinataire	10 € HT par constatation

Absence de la preuve de livraison	20 € HT par constatation
Absence du titulaire à une réunion programmée	20 € HT par absence
Perte ou vol d'un badge d'accès	50 € HT par badge
Non-respect des engagements environnementaux	20 € HT par constatation

ARTICLE 15 : SOUS-TRAITANCE

Conformément à la loi n° 75-1134 du 31/12/1975 modifiée, le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations, objet du présent marché, sous réserve d'avoir obtenu du coordonnateur l'acceptation de chaque sous-traitant selon les dispositions des articles R2193-1 à R2193-4 du Code de la Commande Publique.

Le candidat devra obligatoirement joindre à son dossier l'imprimé « Déclaration de sous-traitance » (DC4) en vigueur. Ce document est téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire adresse la déclaration de sous-traitance à l'organisme par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception.

Toutes les clauses du marché s'imposent aux sous-traitants qui y seront soumis aux mêmes conditions et termes que le titulaire. Dans tous les cas, le titulaire principal demeure entièrement responsable des prestations sous-traitées vis-à-vis de l'organisme.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, le marché pourra être résilié de plein droit à ses frais et risques.

ARTICLE 16 : CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Chaque partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les parties tout au long de l'exécution du contrat.

Chaque partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du marché,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,

- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du marché et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du marché,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie.

Chacune des parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent marché et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 17 : SECURITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 (ci-après, le « RGPD »).

Dans le cadre des services mentionnés à l'accord-cadre, les organismes membres du groupement vont être amenés à communiquer au titulaire des données à caractère personnel. Au sens de l'article du RGPD, les organismes bénéficiaires sont responsables du traitement et le titulaire est sous-traitant des données à caractère personnel.

Le titulaire est autorisé à traiter, pour le compte de l'organisme bénéficiaire, les données personnelles nécessaires à la prestation de transport de colis. Le titulaire ne peut traiter les données personnelles pour d'autres finalités que celles décrites dans l'accord-cadre sans l'autorisation écrite préalable de l'organisme bénéficiaire.

Les données personnelles traitées sont :

- L'identité et l'adresse du destinataire du colis ;
- L'identité des contacts désignés dans les organismes bénéficiaires, l'organisme d'appartenance, la fonction, le téléphone professionnel, l'adresse email professionnel.

Les catégories de personnes concernées sont les destinataires (personnes physiques), et les contacts désignés par l'organisme bénéficiaire.

La durée des traitements mise en œuvre par le titulaire pour l'organisme bénéficiaire correspond à la durée de l'accord-cadre.

17.1 Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable du traitement

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données personnelles uniquement pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données personnelles conformément aux instructions documentées de l'organisme bénéficiaire, à moins que le titulaire ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit applicable. Dans ce cas, le titulaire informera l'organisme bénéficiaire de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs d'intérêt public. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'organisme bénéficiaire par écrit ;

- Garantir la confidentialité des données personnelles traitées dans le cadre du contrat et en particulier empêcher leur destruction, fuite, déformation, atteinte ou divulgation à des tiers non autorisés ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles dans le cadre des services :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données personnelles dès la conception et de protection des données par défaut ;
- Proposer des prestations respectueuses des principes de proportionnalité, de minimisation et de limitation des données personnelles, assurant que seules les données pertinentes telles que visées ci-dessus sont traitées.

Le titulaire est responsable de son personnel, salariés et sous-traitants, et du respect par ces derniers des obligations lui incombant. A cet égard, le personnel du titulaire ne pourra accéder aux données personnelles, les utiliser, les modifier, sauf lorsque cela est strictement nécessaire aux fins de la fourniture des services tels que mentionnés à l'accord-cadre, de la prévention ou du traitement des problèmes techniques ou pour en assurer la sécurisation.

Le titulaire met en place des mesures organisationnelles et techniques pour s'assurer du respect par son personnel de ses obligations notamment en termes de contrôle des personnes habilitées à accéder aux données, de sécurisation des accès et de traçabilité. Il en tient la description détaillée à la disposition de l'organisme bénéficiaire.

Le titulaire s'engage à ne transférer aucune donnée personnelle en dehors du territoire de l'Union Européenne. Dans l'hypothèse où le titulaire serait autorisé à transférer des données personnelles hors du territoire de l'Union européenne, il s'engage à ce que de tels transferts soient encadrés soit par l'adhésion à une décision d'adéquation de la Commission européenne, la conclusion de Clauses Contractuelles Types de la Commission européenne ou toutes autres garanties appropriées prévues par l'article 46 du RGPD.

Le titulaire reconnaît qu'il doit être en mesure, dans un délai raisonnable, pendant l'exécution des services, de rendre compte et de faire la preuve de l'ensemble des procédures et des dispositifs de protection des données personnelles, de minimisation de leur utilisation, et de conformité aux exigences légales susmentionnées. Le titulaire met à la disposition de l'organisme bénéficiaire la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et du RGPD.

17.2 Obligations du responsable du traitement vis-à-vis du sous-traitant

L'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Collecter sous sa responsabilité, de manière licite, loyale et transparente, les données personnelles fournies au titulaire pour exécution de ses services, et en particulier, s'assurer de la base légale de cette collecte et de l'information due aux personnes concernées ;
- Fournir au titulaire les données personnelles nécessaires pour le traitement, à l'exclusion de toute donnée personnelle non pertinente, disproportionnée ou non nécessaire, et à l'exclusion de toute donnée « particulière » au sens du RGPD, sauf si les traitements et finalités le justifient, à charge pour l'organisme bénéficiaire d'établir ces justifications et de prendre toutes mesures, notamment d'information préalable, de recueil de consentement et de sécurité, appropriées pour de telles données particulières ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données personnelles par le titulaire dans le respect des finalités convenues ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD de la part du titulaire ;
- Respecter les obligations qui lui incombent en sa qualité de responsable du traitement en vertu du RGPD.

17.3 Sous-traitance

Le titulaire est autorisé par les organismes bénéficiaires à faire appel à des sous-traitants pour réaliser des activités de traitements spécifiques. Le cas échéant, le titulaire informera les organismes bénéficiaires de tout changement prévu concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. L'organisme bénéficiaire aura la possibilité d'émettre des objections légitimes à l'encontre de ces changements dans un délai maximum de vingt et un (21) jours à compter de la réception de l'information. Passé ce délai ou en l'absence d'objections, le recours au sous-traitant sera réputé accepté.

Dans ce cadre, le prestataire s'engage à signer un contrat écrit avec chaque sous-traitant ultérieur imposant à ce dernier le respect du RGPD et de l'ensemble des obligations. A ce titre, le titulaire s'engage à ne faire appel qu'à des sous-traitants ultérieurs qui présente des garanties suffisantes, et en tout état de cause équivalentes à celles du titulaire.

En cas de non-respect par un sous-traitant ultérieur de ses obligations en matière de protection des données personnelles, le titulaire demeure pleinement responsable à l'égard de l'organisme bénéficiaire.

17.4 Coopération

En cas d'une demande d'une personne concernée auprès de l'organisme bénéficiaire (notamment demande d'accès, de modification, d'effacement, d'opposition, de limitation ou de portabilité) nécessitant l'aide du titulaire, ce dernier s'engage à apporter dans les meilleurs délais son concours à l'organisme bénéficiaire afin que ce dernier soit en mesure de répondre dans les délais légaux impartis à ladite personne concernée.

Si une personne concernée envoie directement une demande au titulaire, celui-ci doit en informer l'organisme bénéficiaire dans les meilleurs délais et doit agir selon les instructions de l'organisme.

Le titulaire s'engage à collaborer loyalement et dans un délai raisonnable avec l'organisme bénéficiaire dans le cadre de réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données personnelles.

Le titulaire s'engage à coopérer loyalement et dans un délai raisonnable avec l'organisme bénéficiaire dans le cadre de consultation préalable des autorités de contrôle.

17.5 Notification des violations de données personnelles et incident de sécurité

Le titulaire s'engage, dans les meilleurs délais, à informer l'organisme bénéficiaire de la survenance de tout incident tant physique que technique relatif à la sécurité ou à la confidentialité des données personnelles.

Le titulaire notifie par courrier électronique à l'organisme bénéficiaire la survenance de toute violation de données personnelles. La notification est adressée à l'organisme bénéficiaire au plus tard dans les 48 heures à compter de la survenance de la violation de données personnelles. La notification faite à l'organisme bénéficiaire contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données personnelles y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données personnelles concernés ;
- Le nom et les coordonnées du Délégué à Protection des Données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données personnelles ;
- La description des mesures à mettre en œuvre pour remédier à la violation de données personnelles, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

17.6 Sécurité des données

Le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la confidentialité et la sécurité des données personnelles et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des tiers non autorisés, et plus généralement à mettre en œuvre toutes mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les Données Personnelles contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisé.

Le titulaire s'engage à prendre toutes mesures afin de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement, de rétablir la disponibilité des données personnelles et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique et de tester, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité de ces mesures.

Le titulaire tient à la disposition de l'organisme bénéficiaire les documents relatifs à la sécurité des données personnelles comprenant notamment la documentation technique nécessaire, les analyses de risques produits et la liste détaillée des mesures de sécurité mises en œuvre.

17.7 Délégué à la Protection des Données

Le titulaire communique aux organismes bénéficiaires le nom et les coordonnées de son DPO, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du RGPD.

17.8 Registre des traitements

Le titulaire s'engage, dans la mesure où il remplirait les conditions d'établissement d'un registre conformément à l'article 30.5 du RGPD, à en tenir un par écrit de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'organisme bénéficiaire comprenant l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 30.2 du RGPD.

17.9 Sort des données personnelles

Au terme du présent marché, le titulaire s'engage à détruire les données personnelles et certifier par écrit à l'organisme bénéficiaire que la destruction a bien été réalisée.

Le titulaire s'engage à détruire les copies existantes des données personnelles, à moins que le droit applicable n'exige la conservation de celles-ci.

ARTICLE 18 : MODIFICATION DU MARCHÉ

18.1 Modifications relatives au titulaire

Le titulaire doit impérativement informer le coordonnateur par mail à l'adresse suivante : achats_marches.cpam-saone-et-loire@assurance-maladie.fr, en cas de modification :

- des personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- de sa forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- de sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- de son adresse ou de son siège social
- de ses coordonnées bancaires
- des renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable de l'organisme. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'organisme.

Dans ces cas, le titulaire doit en informer dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Les attestations fiscales et sociales ;
- Un extrait Kbis ;
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail ;
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire ;
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire.

La cession du marché public acceptée par l'organisme fera l'objet d'un avenant conclu entre l'organisme, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau titulaire.

18.2 Modification des prestations

Durant toute la durée du marché, les horaires de retrait des colis indiqués dans le CCTP peuvent être modifiées. Le coordonnateur adressera un mail au titulaire, à minima cinq (5) jours avant la mise en place des nouveaux horaires.

Cette modification sera formalisée par la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 19 : RESILIATION

Le présent accord-cadre pourra faire l'objet d'une résiliation dans les conditions fixées aux articles 38 à 45 du CCAG FCS.

ARTICLE 20 : VOIE DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal Judiciaire de Mâcon (8 rue de la préfecture, CS 90317, 71017 Mâcon).

ARTICLE 21 : SUBSTITUTION DU TITULAIRE EN CAS DE DEFAILLANCE

Les modalités prévues à l'article 45 du CCAG FCS relatif à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire s'appliquent au présent accord-cadre.

ARTICLE 22 : DEROGATION AU CCAG

Hormis la dérogation du présent CCAP rappelée ci-après, le titulaire reste soumis au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

ARTICLE DU CCAP	DEROGATION AU CCAG-FCS	OBJET DE LA DEROGATION
3	4	Pièces contractuelles
14	14	Pénalités